



**EVALUATION A MI-PARCOURS DU PROJET N°31120011
« ENFANTS ET ADOLESCENTS POUR LA DEMOCRATIE ET LA
BONNE GOUVERNANCE DANS LE TOGO DE DEMAIN, PHASE 1 »**

Rapport final

Evaluation réalisée par :



Centre **A**fricain d'**E**tudes, de **R**echerches et de **S**ervices

SOMMAIRE

Liste des tableaux.....	iv
Liste des figures.....	iv
1. RESUME EXECUTIF.....	5
2. INTRODUCTION	8
2.1. Contexte national en matière de démocratie et de bonne gouvernance au Togo.....	8
2.2. Objectif du projet	8
2.3. Stratégie de mise en œuvre du projet	9
2.4. Résultats attendus des interventions.....	9
2.5. Zones d'intervention.....	9
3. BUT DE L'EVALUATION A MI-PARCOURS.....	9
4. OBJECTIFS DE L'EVALUATION	10
5. PORTEE DE L'EVALUATION.....	10
5.1 Portée géographique	10
5.2 Portée chronologique	10
6. CRITERES D'EVALUATION	10
7. APPROCHE METHOLOGIQUE.....	11
7.1 Approche d'évaluation.....	11
7.2 Analyse des données, rédaction de rapports et assurance qualité	14
7.3 Considérations éthiques et principes d'évaluation.....	14
8. CONSTATIONS ET REPONSES AUX QUESTIONS EVALUATIVES.....	16
8.1 Pertinence	16
8.2 Effectivité	19
8.3 Efficacité.....	29
8.4 Effet/Impact.....	43
8.5 Durabilité.....	46
8.6 Genre et droits de l'homme, équité	48
9. Bonnes pratiques.....	49
10. CONCLUSION.....	50
11. RECOMMANDATIONS.....	51

SIGLES ET ABREVIATIONS

CCC	:	Communication pour le Changement de Comportement
CCD	:	Comité Cantonal de Développement
CDQ	:	Comité de Développement du Quartier
CVD	:	Comité Villageoise de Développement
EADT	:	Eglise des Assemblées de Dieu du Togo
GENU	:	Groupe d'Evaluation des Nations Unies
IEC	:	Information, Education et Communication
ODOS	:	Office de Développement et des Œuvres Sociales
ONG	:	Organisation Non Gouvernementale
PND	:	Plan National de Développement
BG	:	Bonne Gouvernance

Liste des tableaux

Tableau 1: échantillonnage des enfants et adolescents enquêtés	12
Tableau 2: échantillonnage des entretiens individuels réalisés	13
Tableau 3: échantillonnage des focus group	14
Tableau 4: Principes et considérations éthiques.....	15
Tableau 5: Sensibilisation et identification des groupes cibles/appréciation de l'effectivité	20
Tableau 6: Séminaire atelier de formation/appréciation de l'effectivité.....	22
Tableau 7: Journée de réflexion/appréciation de l'effectivité.....	23
Tableau 8: Rencontres d'échange/appréciation de l'effectivité	27
Tableau 9: Culture et gouvernance démocratique/Efficacité	33
Tableau 10: Egalité de genre/Efficacité	37
Tableau 11: Environnement/Efficacité	41

Liste des figures

Graphique 1: Répartition des enquêtés selon la connaissance des principes démocratiques....	30
Graphique 2: Répartition des enquêtés selon la connaissance des principes de bonne gouvernance	31

1. RESUME EXECUTIF

La présente mission porte sur l'évaluation à mi-parcours du projet « Enfants et adolescents pour la démocratie et la bonne gouvernance dans le Togo de demain, phase 1 » mis en œuvre par l'ONG ODOS en partenariat avec PMU InterLife. Prévu pour la période du 1er Avril 2020 au 31 Décembre 2023, il cible cinq localités sur l'ensemble du territoire togolais à savoir Lomé, Aného, Tsévié, Kara et Dapaong. L'objectif du projet à long terme est de doter la vie politique togolaise des acteurs ayant été moulés dès le bas âge dans une culture et gouvernance démocratique dénuée de tout intérêt et digne d'un model pouvant permettre au Togo de bénéficier d'une démocratie apaisée, d'être bien géré et prospérer dans de bonnes conditions.

Vu que les objectifs visés par le projet devront être atteints sur une durée de 3 ans (2020-2023), il est nécessaire de faire une évaluation à mi-parcours des actions engagées, en vue d'apprécier les résultats enregistrés durant cette période dans les communautés couvertes et de déterminer les leçons à tirer pour la suite du projet. Ainsi, les objectifs visés par cette évaluation à mi-parcours sont : (i) évaluer les changements intervenus auprès des bénéficiaires et des acteurs du projet notamment aux trois niveaux identifiés dans le cadre du projet à savoir le niveau individuel, le niveau société civile et le niveau institutionnel, (ii) faire un dénombrement des cibles et bénéficiaires touchés par les activités ainsi que des autres indicateurs pertinents ; (iii) faire ressortir les leçons apprises à l'issue de la mise en œuvre du projet, et (iv) formuler des recommandations claires, précises et pratiques pour améliorer les performances du projet en vue d'une meilleure atteinte des objectifs visés et son impact dans les communautés couvertes.

La méthodologie suivie pour la réalisation de cette mission a combiné revue documentaire, contacts de terrain avec les principaux bénéficiaires du projet et les autres acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet, analyse des informations consolidées, et évaluation au regard de cinq critères d'évaluation (que sont la pertinence, l'effectivité, l'efficacité, l'impact et la durabilité) et a abouti à un ensemble de conclusions et de recommandations que nous avons jugées appropriées.

L'évaluation de la **Pertinence** du projet montre que celui-ci s'inscrit pleinement dans le cadre des orientations du pays en termes de stratégie nationale de consolidation de la démocratie et de la paix pour le développement du Togo. Le projet cadre aussi avec la stratégie de l'Union Africaine (agenda 2063) relative à une Afrique de bonne gouvernance, de démocratie, de respect des droits de l'homme, de justice et d'état de droit. Il est également en lien avec les ODD (ODD4 et ODD16). Les constats sur le terrain montrent également que le projet répond aux besoins des populations.

Du point de vue « **Effectivité** », l'évaluation à mi-parcours montre que la majorité des activités prévues ont été réalisées. Il est à noter qu'en ce qui concerne les journées de réflexions, les thèmes à aborder ont été pris en compte dans des séminaires organisés par le gouvernement dans le cadre des renforcements des communes et qui a vu la participation des parties prenantes dont celles identifiées aussi par ODOS. C'est ce qui justifie la réalisation de trois journées de réflexion sur neuf prévues.

Pour ce qui concerne l'**efficacité** du projet à mi-parcours, la majorité des résultats ont été atteints et voire dépassés (par exemple pour le nombre d'élèves inscrits dans les clubs d'enfants, le nombre de clubs d'enfants créés et organisés, etc.). Toutefois, au niveau de certains indicateurs comme par exemple l'élaboration des textes statutaires, 1500 filles et 1000 garçons ont participé à son élaboration. Quant à la compréhension de l'égalité genre, de l'importance de l'hygiène et de la salubrité en rapport avec la santé 1330 filles et 1250 garçons ont été touchés

Au niveau de l'analyse de l'**effet/impact**, il a été noté des changements relatifs aux principes démocratiques et de bonne gouvernance au niveau des différentes catégories de cibles concernées par l'effort (enfants et adolescents, enseignants, ODDH, chefs traditionnels et secrétaires de chefs, etc.).

En termes de **Durabilité**, l'évaluation à mi-parcours montre que l'implication aux différentes étapes d'implémentation du projet, des différents acteurs institutionnels (les chefs et secrétaires de chefs, les services déconcentrés de l'action sociale et du ministère de l'enseignement primaire et secondaire) et de la société civile (organisations de défense des droits de l'homme, les départements

de l'église et les groupes communautaires) participe au transfert de compétences pouvant permettre de gérer durablement les acquis du projet au profit des bénéficiaires.

Sur la base de l'évaluation à mi-parcours, les principales bonnes pratiques tirées sont :

B1 : la création des clubs d'enfants ainsi que la collaboration et la synergie avec les encadreurs et les séances de sensibilisation organisées par les membres des clubs induisent l'augmentation du nombre de personnes touchées par les thématiques de démocratie et de bonne gouvernance.

B2 : L'implication des autorités locales (chefferie, CVD, CDQ, CCD) est un élément ayant contribué significativement à l'atteinte d'un grand nombre de la population lors des sensibilisations. Cette stratégie a donc permis une appropriation des interventions des dynamiques locales qui sont des portes d'entrées dans les communautés-cibles.

B3 : Les renforcements de capacités reçus par les services déconcentrés de l'Etat (les Directions Régionales de l'Action Sociale, les Directions Régionales de l'Education et les Directions Préfectorales de l'Action Sociale) impliqués dans ce projet ont amélioré la visibilité des actions de l'ONG ODOS.

B4 : la stratégie de coordination et de suivi-évaluation adoptée à travers les plans d'activité opérationnels a permis de prendre en compte le genre et l'équité dans la compilation des données statistiques et dans les prises de décision. La digitalisation de la collecte des données a permis de construire une base dynamique et de disposer des données fiables.

B5 : La collaboration entre ODOS, l'Etat et d'autres organisations de la société civile intervenant sur les thématiques de démocratie et de bonne gouvernance au Togo a permis une synergie d'action des acteurs impliqués pour la réalisation des activités et l'atteinte des objectifs du projet.

Des observations de l'évaluation à mi-parcours, nous recommandons de

- ✓ Consolider les changements opérés avec plus de séances d'animation de clubs, de sensibilisations et de rencontres d'échange

2. INTRODUCTION

2.1. Contexte national en matière de démocratie et de bonne gouvernance au Togo

Le projet « Enfants et adolescents pour la démocratie et la bonne gouvernance dans le Togo de demain » intervient au cours d'une phase de transition au Togo dans les domaines de la démocratie, de la bonne gouvernance et de la participation citoyenne. Pour comprendre le contexte du projet et les enjeux qui entouraient sa conception, il faut revenir sur le contexte sociopolitique du Togo il y a une trentaine d'année.

En effet, le Togo a été régulièrement épinglé ces trente dernières années par la communauté internationale, notamment par les organisations internationales des droits de l'Homme, pour sa gestion des droits et des libertés. Il a même été sanctionné en 1993 par une suspension de sa coopération avec ses partenaires bilatéraux et multilatéraux pour cause de déficit démocratique. Cette situation a donné le coup d'envoi à une impasse sociopolitique, un déclin économique et financier, une pauvreté croissante et à un désengagement des bailleurs de fonds.

Le manque de tolérance des acteurs qui animent la vie politique au TOGO, la recherche de l'intérêt personnel, le manque de probité, l'absence de la recherche de la paix, de la réconciliation et la mauvaise volonté de la bonne pratique des principes démocratiques sont les maux qui minent la démocratie au Togo. La gouvernance a suivi la même tendance chaotique avec la corruption, l'impunité, la mauvaise gouvernance, l'absence de concept de redevabilité et l'érection de l'impunité en mode de fonctionnement de la gestion de la chose publique. Ce modèle de « démocratie » et de gouvernance n'est pas un exemple à suivre par la génération à venir pour espérer avoir une bonne gouvernance pour le développement de la nation.

Cet échec du démarrage du processus démocratique a plongé le Togo dans une longue crise politique et socioéconomique jusqu'à nos jours, donnant ainsi lieu à un long combat pour un Togo démocratique et une bonne gouvernance politique de la nation.

Le développement des valeurs démocratiques, le respect des droits de l'homme et la nécessité que les périodes d'élection ne soient pas des moments de violence, correspondent assurément à des besoins et à des priorités qui interpellent les organisations de la société civile.

Pour répondre à ce déficit de valeurs démocratiques et de bonne gouvernance, ODOS a conçu un projet intitulé « **Enfants et adolescents pour la démocratie et la bonne gouvernance dans le TOGO de demain. Phase 1** ».

Vu que les objectifs visés par le projet devront être atteints sur une durée de 3 ans (2020-2023), il est nécessaire de faire une évaluation à mi-parcours des actions engagées, en vue d'apprécier les résultats enregistrés durant cette période dans les communautés couvertes.

2.2. Objectif du projet

Ce projet vise à long terme à doter la vie politique togolaise des acteurs ayant été moulés dès le bas âge dans une culture et gouvernance démocratique dénuée de tout intérêt et digne d'un modèle pouvant permettre au Togo de bénéficier d'une démocratie apaisée et d'être bien géré et prospérer dans de bonnes conditions.

Les objectifs à long terme du projet sont déclinés selon les niveaux comme suit :

Niveau Individuel : Les populations togolaises jouissent d'une bonne gouvernance démocratique dans laquelle les droits humains sont respectés et la justice sociale observée, leur assurant une tolérance et une paix pour un meilleur épanouissement.

Niveau Société civile : La société civile togolaise est forte, bien outillée et constitue une veille et un contrepoids aux décisions des gouvernants pour le maintien de la démocratie et de la bonne gouvernance, de la tolérance, de la paix et de la pratique de la justice sociale au Togo.

Niveau institutionnel : Les autorités institutionnelles sont respectueuses de la démocratie, de la bonne gouvernance et de la justice sociale dans la perspective de la construction de la paix et de la tolérance.

2.3. Stratégie de mise en œuvre du projet

La stratégie a consisté à travailler avec les enfants et les adolescents de 10 à 18 ans (élèves, collégiens et apprentis) ; les populations ; les ODDH ; les groupes communautaires ; les associations des parents d'élèves ; le Ministère des femmes de l'Eglise des Assemblées de Dieu du Togo (EADT) ; le Conseil des Hommes de l'EADT ; les départements des jeunes et le département des enfants de l'EADT ; les Chefs traditionnels et leurs secrétaires, les leaders communautaires ; les représentants du Ministère de l'Action Sociale ; les Représentants du Ministère des Enseignements Primaires et Secondaires ; les Représentants du Ministère de la Justice ; les Représentants de la Préfecture ; les Représentants de la Mairie ; les Parlementaires ; et les Représentants des membres des partis politiques.

Pour atteindre les objectifs définis, ODOS a prévu d'organiser une série d'activités, consistant notamment en des :

- Séminaires / Formations ;
- Séances d'animation des clubs d'enfants ;
- Rencontres d'échanges ;
- Sensibilisations IEC et CCC ;
- Émissions radiophoniques et
- Plaidoyers.

2.4. Résultats attendus des interventions

Les résultats attendus de ce projet sont à trois niveaux :

Niveau individuel : Les enfants et adolescents (es), comprenant les principes démocratiques et de bonne gouvernance, commencent à les pratiquer dans leur vie. Ils échangent librement sur ces idéaux et les promeuvent auprès de leurs pairs.

Niveau société civile : Les OSC ciblées par le projet ayant augmenté leur compétence ont amélioré leur rôle et sont devenues plus influentes auprès des structures gouvernementales en ce qui concerne le respect des principes démocratiques et de bonne gouvernance.

Niveau institutionnel : Les autorités traditionnelles et étatiques de même que les acteurs de la vie politique ont pris un grand nombre d'initiatives pour promouvoir la démocratie, la bonne gouvernance, la paix, la tolérance et la justice sociale au sein de la population.

2.5. Zones d'intervention

La mise en œuvre des interventions concernant la démocratie et la bonne gouvernance a concerné les villes de Agoè, Tsévié et Aného pour la région maritime ; Kara pour la région de la Kara et Dapaong pour la région des Savanes.

3. BUT DE L'EVALUATION A MI-PARCOURS

L'évaluation à mi-parcours concernant le projet « Enfants et adolescents pour la démocratie et la bonne gouvernance dans le Togo de demain, phase 1 » a deux buts : la **redevabilité et l'apprentissage**.

En ce qui concerne la redevabilité, cette évaluation fournit à la fois au donateur (redevabilité verticale) et aux bénéficiaires attendus (redevabilité horizontale), des preuves solides de la mesure dans laquelle le projet est en train d'atteindre les résultats envisagés.

En ce qui concerne l'apprentissage, cette évaluation éclaire non seulement les stratégies de mise en œuvre de l'intervention dans les années à venir en vue de leur mise à l'échelle et de nouveaux partenariats publics et privés à mobiliser, mais apporte également un éclairage sur certaines mesures correctives qui pourraient être davantage explorées à l'avenir et contribuer à améliorer la théorie du changement de l'intervention.

4. OBJECTIFS DE L'EVALUATION

L'objectif de cette évaluation de mi-parcours du projet est de fournir une appréciation indépendante et objective des performances du projet et de dégager des leçons à retenir à ce niveau de mise en œuvre pour en améliorer les performances.

Spécifiquement il s'agit de :

- ✓ Evaluer les changements intervenus auprès des bénéficiaires et des acteurs notamment aux trois niveaux identifiés dans le cadre du projet à savoir le niveau individuel, le niveau société civile et le niveau institutionnel ;
- ✓ Faire un dénombrement des cibles et bénéficiaires changés par les activités du projet en rapprochant ces changements aux indicateurs pertinents ;
- ✓ Apprécier les stratégies abordées dans l'implémentation pour assurer la durabilité du projet ;
- ✓ Faire ressortir les bonnes pratiques et les leçons apprises à l'issue de la mise en œuvre du projet ;
- ✓ Formuler des recommandations tirées des observations de l'exécution du projet en vue d'une meilleure atteinte des objectifs visés et son impact dans les communautés couvertes.

5. PORTEE DE L'EVALUATION

5.1 Portée géographique

Pour cette évaluation, trois localités ont été retenues. Il s'agit de Tsévié, Lomé et Kara.

5.2 Portée chronologique

L'évaluation a veillé à saisir l'essentiel des activités mises en œuvre entre avril 2020 et juin 2022.

6. CRITERES D'EVALUATION

Cette section présente les critères d'évaluation. **Nous en avons pris en compte cinq qui sont les suivants.**

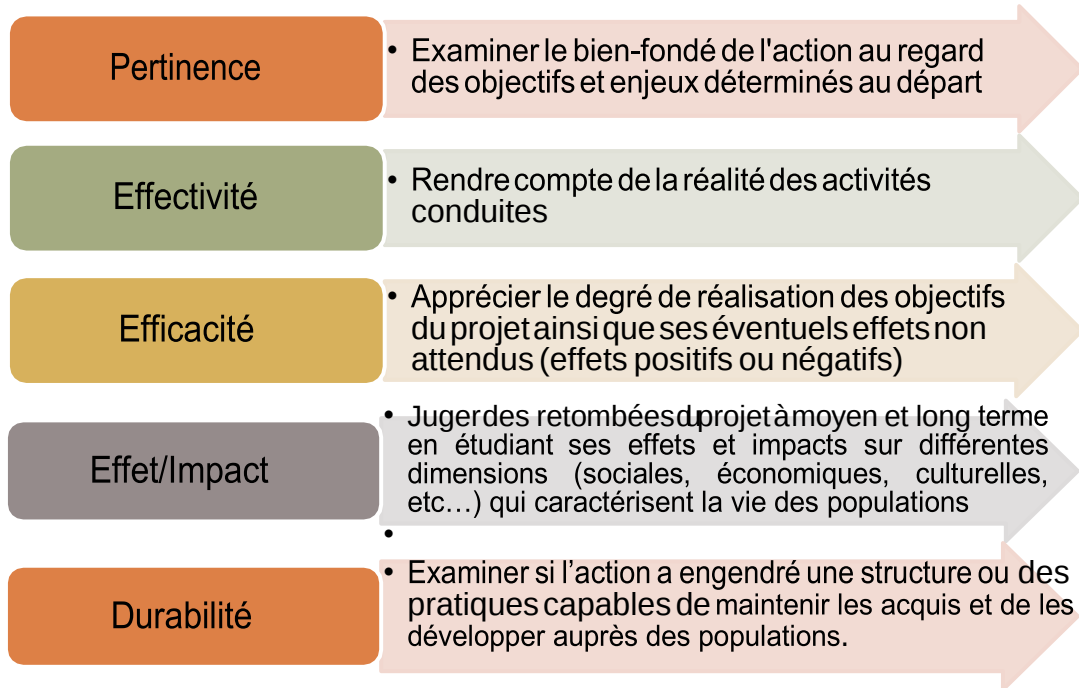


Figure 1 : Critères d'Evaluation du projet

7. APPROCHE METHOLOGIQUE

7.1 Approche d'évaluation

L'évaluation a été faite dans la perspective d'éclairer efficacement les interventions futures, les décideurs et les responsables politiques nationaux. A cet effet, elle a utilisé une approche mixte combinant les méthodes qualitatives et quantitatives, en vue de tirer des conclusions avérées.

Cet exercice a fourni des informations suffisamment approfondies concernant les thématiques du projet ainsi que les perceptions et attentes des bénéficiaires directs et indirects.

Cette évaluation a donné lieu à des recommandations qui aideront ODOS et son partenaire ainsi que d'autres partenaires au Togo. L'évaluation a suivi donc une approche participative et consultative assurant une participation significative de toutes les parties prenantes concernées, en particulier les femmes.

Tout au long de l'évaluation, de la conception à l'analyse, le genre a été considéré comme une dimension transversale. Une approche sensible au genre et à l'âge a été adoptée dans la conception des outils de collecte et d'analyse des données, l'échantillonnage pour la collecte de données et l'élaboration de mesures éthiques et de sécurité. En ce qui concerne la Convention relative aux droits de l'enfant, l'équipe d'évaluation a veillé à ce que les enfants et les adolescents soient suffisamment associés à l'ensemble du processus d'évaluation. Les données ont été ventilées par sexe, âge, et autres variables pertinentes.

Une triangulation des données recueillies de différentes sources a été faite afin d'assurer la fiabilité des résultats et des conclusions, garantissant ainsi la rigueur scientifique des preuves.

7.1.1 Revue documentaire

L'évaluation a commencé par une revue documentaire prenant en compte la documentation nationale ainsi que la documentation relative au projet (le document de projet, les rapports d'activité ou de mise en œuvre) et les rapports des études portant sur la démocratie et la bonne gouvernance au Togo.

Les documents ci-dessus ainsi que les rapports de revue et de suivi des activités ont fourni à l'équipe une compréhension approfondie du contexte du projet, des objectifs, des stratégies, des activités et des progrès des interventions sur le projet. Lors de la revue de ces documents, l'équipe d'évaluation s'est concentrée sur toute l'information disponible sur les activités dans le cadre des interventions du projet.

7.1.2 Méthodes quantitatives

Le volet quantitatif a permis de mesurer le niveau des indicateurs du projet par rapport aux enfants et adolescents. Il a donc porté sur les enfants et adolescents de 10 à 18 ans.

Selon le projet, 150 enfants et adolescents (75 filles et 75 garçons) seront organisés en clubs et formés sur les principes démocratiques afin de former à leur tour les autres enfants et adolescents. Afin d'avoir un échantillon pouvant permettre de faire une analyse, 150 enfants et adolescents sont touchés par la collecte quantitative.

Tableau 1: échantillonnage des enfants et adolescents enquêtés

Localité	Nombre d'enfants/adolescents		Total
	Filles	Garçons	
Lomé	25	25	50
Tsévié	25	25	50
Kara	25	25	50
Total	75	75	150

7.1.3 Méthodes qualitatives

Des entretiens individuels et de groupe ont été menés à l'aide de formulaires et des guides de discussions basées sur les thématiques du projet avec des acteurs clés afin de recueillir des informations et des données approfondies auprès des principales parties prenantes aux niveaux individuel, société civile et institutionnel.

Niveau individuel

Des interviews à l'aide des formulaires ont ciblé les enfants et les adolescents de 10 à 18 ans (animateurs de clubs et autres élèves) afin de recueillir des informations sur les activités du projet et les changements de comportements durables obtenus en ce qui concerne l'appropriation des principes de démocratie et de bonne gouvernance ainsi que l'égalité genre ; ce qui a fonctionné et ce qui n'a pas fonctionné en termes de stratégie de mise en œuvre du projet en vue d'identifier les pistes d'amélioration. Cela a permis de comprendre en profondeur la pertinence, l'efficacité, l'impact et la durabilité des stratégies du projet.

Outre les interviews, des discussions de groupe (focus group) ont été organisés ciblant les enfants, et adolescents de 10 à 18 ans, mis en groupes pour débattre à l'aide des guides de discussions basées sur les thématiques du projet, des questions relatives aux sujets du projet.

au **Niveau société civile** (représentants des Organisations de défenses de droits humains (ODDH), représentants de cinq départements de l'EADT (Ministère des femmes, conseil des hommes, département des jeunes, département des enfants, département de l'école de dimanche) représentants des groupes communautaires (femmes et hommes) et

au **Niveau institutionnel** (chefs traditionnels , secrétaires de chefs , directeurs et enseignants d'écoles et de collèges , représentants de la direction préfectorale de l'action sociale et encadreurs de club).

Ces entretiens ont été utilisés pour obtenir de l'information et des données sur la pertinence, l'efficacité, l'impact et la durabilité des stratégies de mise en œuvre du projet ; la mesure dans laquelle les interventions ont intégré le genre dans sa conception, sa mise en œuvre et son suivi ; les bonnes pratiques et les lacunes à combler. Les entretiens ont exploré également les leçons tirées de la mise en œuvre des interventions ainsi que les facteurs qui ont facilité l'atteinte des principaux résultats.

Au total **36** entretiens ont été réalisés (tableau 2).

Tableau 2: échantillonnage des entretiens individuels réalisés

Cibles	Tsévié	Kara	Dapaong	Total
Niveau société civile				
Organisations de défenses de droits humains (ODDH)	1	1	1	3
Représentant de cinq départements de l'EADT (Ministère des femmes, conseil des hommes, département des jeunes, département des enfants, département de l'école de dimanche)	5	5	5	15
Niveau institutionnel				
Chefs traditionnels	1	1	1	3
Secrétaires de Chefs	1	1	1	3
Directeurs et enseignants d'écoles et de collèges	2	2	2	6
Représentants de la direction préfectorale de l'action sociale	1	1	1	3
Encadreurs de club	1	1	1	3
Total	12	12	12	36

Au total **6** focus group ont été réalisés comme l'indique le tableau suivant :

Tableau 3: échantillonnage des focus group

Localité	Groupe communautaire	Les enfants/adolescents	Total
Tsévié	1	1	2
Kara	1	1	2
Dapaong	1	1	2
Total	3	3	6

7.2 Analyse des données, rédaction de rapports et assurance qualité

7.2.1 Analyse des données

S'agissant des données qualitatives, les focus group et les entretiens individuels ont été enregistrés et transcrits. L'analyse des résultats a été guidée par la matrice d'évaluation. Les données ont été traitées et synthétisées pour compiler et analyser les résultats pour chacun des critères et des questions d'évaluation clés.

Les données quantitatives primaires ont été analysées à l'aide d'Excel.

La triangulation des données a été effectuée en utilisant les données provenant des différentes méthodes qualitatives. Cela a permis d'identifier les points d'accord et de désaccord entre et au sein des groupes de répondants. L'équipe de consultants a comparé et opposé les réponses entre les différents groupes de répondants. L'équipe d'évaluation a triangulé également les données qualitatives avec les données quantitatives afin de mieux comprendre les résultats.

7.3 Considérations éthiques et principes d'évaluation

7.3.1 Considérations éthiques

L'évaluation a été conforme à la directive de ODOS sur les normes éthiques et a été guidée par les bonnes pratiques d'évaluation. Les considérations éthiques ont été une partie intégrante de la formation du personnel sur le terrain. L'anonymat et la confidentialité des participants ont été assurés. En outre, les données n'ont été accessibles qu'aux membres de l'équipe et n'ont pas été partagées avec des tiers. Le consentement éclairé de tous les répondants a été obtenu avant que les entrevues ne soient menées.

La méthodologie utilisée dans le cadre de cette évaluation est fondée sur le respect des principes éthiques d'intégrité, de redevabilité, de respect et de bienfaisance en évaluation, tels que définis par le GENU (Groupe d'évaluation des Nations Unies)¹. Ainsi, les différentes étapes de l'évaluation (développement de la méthodologie, collecte de données, élaboration et validation des constats ; formulation des conclusions et recommandations) ont été guidées par ces principes éthiques, à savoir notamment :

- ▶ La formation de l'équipe de consultants sur les principes éthiques du GENU ;
- ▶ L'information à l'avance des participants sur le but de l'évaluation et l'obtention de l'accord de participer à la collecte de données à travers la signature d'un formulaire de consentement éclairé ;
- ▶ La prise en compte des différences de genre dans la constitution des groupes lors des discussions ;
- ▶ L'utilisation des techniques participatives ;

¹ 2020 – GENU – Ethical guidelines for evaluation

- ▶ L'analyse différenciée par sexe lorsque les données disponibles ou collectées le permettent ;
- ▶ Le respect de coutumes locales ;
- ▶ La non collecte des informations permettant d'identifier les informateurs (nom par exemple).
- ▶ L'obtention d'autorisations administratives nécessaires pour garantir la fiabilité des données collectées auprès des administrations rencontrées.

Le tableau ci-dessous récapitule la façon dont les principes éthiques ont été considérés

Tableau 4: Principes et considérations éthiques

Principe éthique	Considération par l'équipe
Indépendance	Aucun membre de l'équipe n'a participé à la mise en œuvre du projet
Impartialité	L'équipe d'évaluation a basé ses constats sur des preuves solides, à partir desquelles les conclusions ont été formulées Les points de vue de toutes les parties prenantes ont été pris en compte dans la formation des constats et conclusions
Transparence	L'équipe d'évaluation a fourni tous les détails relatifs au processus d'évaluation de la façon la plus transparente possible
Divulgateion	Ce rapport sert de mécanisme par lequel les résultats et les enseignements identifiés dans l'évaluation sont diffusés aux parties prenantes
Ethique	La confidentialité des parties prenantes ayant participé à cette évaluation est respectée. Aucune information permettant d'identifier les sources n'est divulguée.
Crédibilité	La méthodologie a été conçue de façon rigoureuse et l'analyse a permis d'assurer la solidité des preuves sur lesquelles s'appuient les constats et conclusions
Utilité	L'équipe d'évaluation s'est efforcée de répondre aux attentes et de contribuer à l'amélioration des performances au profit des bénéficiaires. Elle a tout mis en œuvre pour fournir un travail de qualité, à la fois clair et concis
Conflit d'intérêt	Les membres de l'équipe d'évaluation se sont assuré que leur statut ne présente pas un conflit d'intérêt avec son rôle d'évaluateur

7.3.2 Considérations relatives à la protection de l'enfance

La démarche méthodologique a pris également en compte les directives de recherche impliquant les enfants.

Au cours du processus de collecte et d'analyse des données, l'équipe d'évaluation a maintenu des mesures efficaces pour protéger l'intégrité, la dignité, la diversité, la confidentialité et le respect des droits des participants à l'étude et en particulier des groupes les plus vulnérables, y compris les enfants, conformément aux codes juridiques nationaux ou internationaux. Cela implique, entre autres, qu'aucun nom n'a été associé aux données recueillies, que les participants pouvaient refuser de participer à l'étude. Enfin, la méthodologie détaillée développée par l'équipe d'évaluation a prêté attention au concept de « Ne pas nuire » afin que la recherche proposée ne génère pas d'effets négatifs pour les personnes interrogées, en particulier les enfants et les adolescents. De plus, il a été inclus un module sur la sauvegarde incluant la prévention de l'exploitation sexuelle dans la formation des consultants et assistants de recherche.

8. CONSTATIONS ET REPONSES AUX QUESTIONS EVALUATIVES

Cette section liste les constats et les conclusions préliminaires qui permettront d'adresser chacune des questions d'évaluation.

8.1 Pertinence

La pertinence est la mesure dans laquelle les objectifs et la conception de l'intervention correspondent aux besoins, aux politiques et aux priorités des bénéficiaires (individus, groupes ou organisations qui bénéficient de l'intervention, directement ou non, intentionnellement ou non), du pays, de la communauté internationale et des partenaires/institutions et demeurent pertinents même si le contexte évolue².



Club d'enfants de l'Ecole Primaire Publique Centrale de Kara

8.1.1 L'objectif du projet s'inscrit pleinement dans le cadre des orientations du pays

La description du contexte dans lequel a été réalisé le projet a été fidèle et conforme aux rapports récurrents des droits de l'homme publiés ces dernières années sur le Togo. En effet, ces dernières années, le Togo a connu des élections (2005, 2010, 2015 et 2020) émaillées de violences et des crises socio-politiques (crise politique de 2017 sur le retour à la constitution d'octobre 1992).

Suite à ces crises socio-politiques dues au déficit de démocratie et de bonne gouvernance, plusieurs tentatives ont été menées avec l'appui de plusieurs partenaires internationaux dans l'optique de consolider la démocratie, la bonne gouvernance et la paix au Togo, dont certaines ont même abouti à la signature des engagements et des accords politiques qui malheureusement jusqu'à présent n'ont toujours pas été respectés. Cette situation continue par maintenir le Togo dans une crise politique préjudiciable au développement de la nation.

² Des meilleurs critères pour des meilleurs évaluations, définitions adaptées et principes d'utilisation, Réseau du CAD de l'OCDE sur l'évaluation du développement (EvalNet), 2019, p.7.

Face à ces besoins essentiels liés à la démocratie, la bonne gouvernance et la consolidation de la paix, le gouvernement togolais par son Ministère des Droits de l'Homme et de la Consolidation de la Démocratie avec l'appui du PNUD a pris l'initiative de l'élaboration et de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Consolidation de la Démocratie et de la Paix pour le Développement au Togo en 2008. Cette politique a pour objectif de promouvoir l'enracinement d'une culture des droits de l'homme, l'affermissement des principes, des valeurs et pratiques démocratiques et le développement d'une politique active de paix et de réconciliation nationale. Il ressort de l'analyse du projet « enfants et adolescents pour la démocratie et la bonne gouvernance dans le Togo de demain » que son objectif de doter la vie politique togolaise des acteurs ayant été moulés dès le bas âge dans une culture et gouvernance démocratique dénuée de tout intérêt et digne d'un modèle pouvant permettre au Togo de bénéficier d'une démocratie apaisée et d'être bien géré et prospérer dans de bonnes conditions, rentre dans la droite ligne de la stratégie nationale de consolidation de la démocratie et de la paix au Togo.

Cette initiative qui développe une approche inclusive basée sur les droits humains (économique, social et culturel) dans sa mise en œuvre est en adéquation avec l'axe 3 (consolider le développement social et renforcer les mécanismes d'inclusion) du Plan National de Développement (PND) 2018-2022 et l'axe 1 (Renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales et garantir la paix) de la feuille de route du gouvernement Togolais 2020-2025. Ce projet « Enfants et adolescents pour la démocratie et la bonne gouvernance dans le Togo de demain » s'inscrit dans le processus de consolidation de la paix, de développement social et de renforcement des mécanismes d'inclusion.

8.1.2 Le choix des groupes cibles du projet est assez pertinent

Le projet s'adresse, selon le document de projet, à « toutes les composantes des localités » où sont menées les activités. Il est bien entendu impossible qu'un projet couvre effectivement l'ensemble de la population des lieux concernés. De fait, trois niveaux de groupes cibles ont été retenus par le projet.

Si l'on examine les groupes avec lesquels le projet prévoit des interactions spécifiques, on constate que les cibles réelles du projet sont plus restreintes, **ce qui rend le projet plus réaliste.**

Il ressort de l'évaluation que le projet se concentre sur les enfants et les adolescents, ce qui est une innovation en matière de projets relatifs à la démocratie et à la bonne gouvernance au Togo qu'exécute les autres organisations de la société civile et des partenaires techniques et financiers du Togo.

« Si on éduque un enfant aux principes de démocratie et de bonne gouvernance, c'est toute une nation qu'on éduque. C'est ce qui a manqué à nous les adultes qui fait qu'on trahit des lacunes et quand on est à un poste, en tant que leader, responsable, on ne joue pas bien notre rôle et c'est ça qui crée souvent les conflits, les violences, les guerres. Eduquer donc à la base, dès l'enfance, les enfants à pratiquer la bonne gouvernance et la démocratie, à éviter la corruption, la violence, pour que quand ils seront grands, et responsables, les choses puissent bien marcher est une très bonne chose et conduira le pays à un bon développement durable » (Entretien avec le Directeur Préfectoral de l'Action Sociale de Kara)

« Au début on pensait que ODOS voulait inciter les enfants à la révolte ou bien faire la politique mais avec le temps tout le monde a compris que non, quand l'enfant sait que ce n'est pas bien de faire ce qui n'est pas réglementé et il essaie de respecter les règles, les normes, déjà ça rentre dans son éducation et quand il sera grand il n'aura plus de difficultés où qu'il soit pour ce qui concerne la gestion. Donc les parents, les enseignants, même le Ministère ont également compris

que c'est très important et apprécie la stratégie d'ODOS » (Entretien avec le Directeur Régional de l'Education de Kara)

8.1.3 Les activités du projet sont pertinentes par rapport aux besoins identifiés

Afin d'accomplir les objectifs visés et d'atteindre les résultats escomptés, la stratégie du projet consiste à mettre en œuvre les activités suivantes :

- Les séminaires-ateliers / Formations ;
- Les séances d'animation des clubs d'enfants ;
- Les rencontres d'échanges ;
- Les sensibilisations IEC et CCC ;
- Les émissions radiophoniques et
- Les plaidoyers

On peut donc voir que la stratégie du projet a, de fait, consisté à familiariser un certain nombre de leaders à travers (les membres des clubs d'enfants, les représentants des organisations de défense des droits de l'homme, les représentants des groupes communautaires, les représentants des départements des jeunes, des enfants, des femmes, des hommes et de école de dimanche ; les chefs traditionnels, les secrétaires de chefs et les représentants des services déconcentrés de l'Etat) aux thématiques abordées par celui-ci, et à se servir de ces personnes une fois formées pour transmettre l'information aux divers groupes dont ils font partie (femmes, jeunes, élites locales), autour d'elles ou dans le cadre des activités publiques du projet. Par ailleurs la production de media (émissions radiophoniques, bulletin, affiche) devrait permettre d'exposer la population générale aux thèmes du projet. **De l'analyse de la stratégie du projet, l'évaluation note que les activités programmées sont très pertinentes.**

8.2 Effectivité

L'effectivité consiste à rendre compte de la réalité des activités conduites.



Club d'enfants du Collège d'Enseignement Général d'Agoè-Ouest (Lomé)

La mission de terrain effectuée par l'équipe de l'évaluation a permis de vérifier et de collecter des données à mi-parcours relatives à la réalisation effective ou non des activités planifiées du projet. La compilation des données recueillies permet **d'affirmer l'effectivité** des activités réalisées au niveau des différentes zones d'intervention du projet.

Les différentes données recueillies ou observées ont permis de disposer des preuves et des évidences pouvant soutenir les appréciations faites par rapport à l'effectivité de la mise en œuvre des activités du projet. Les résultats sont présentés suivant les activités prévues.

8.2.1 Effectivité des tournées de sensibilisation et d'identification des groupes cibles (individuel, société civile et institutionnel)

Au total, pour le volet sensibilisation et identification des groupes cibles, neuf (09) activités sont planifiées (tableau 5). Les neuf activités planifiées ont été exécutées. Ainsi pour le niveau individuel, les 150 élèves prévus ont été identifiés et constitués en 10 clubs. Pour le niveau société civile, le nombre d'organisations de défenses de droits humains (ODDH), de groupes communautaires et de représentant des cinq (05) départements de l'EADT (Ministère des femmes, conseil des hommes, département des jeunes, département des enfants, département de l'école de dimanche) planifié est atteint. S'agissant du niveau institutionnel, les chefs traditionnels, les secrétaires de chefs, les enseignants d'écoles et de collège et les représentants des services du Ministère de l'action sociale ont été identifiés comme prévu par l'équipe du projet. Il ressort donc des données recueillies que les groupes cibles prévus pour le projet ont été totalement identifiés.

Tableau 5: Sensibilisation et identification des groupes cibles/appréciation de l'effectivité

Activités	Situation		Taux de réalisation
	Prévues	Réalisée	
Tournée de sensibilisation et d'identification d'élèves (10 à 18 ans)	150 élèves	150 élèves sont identifiés	100%
Tournée de sensibilisation et d'identification d'enseignants	10 enseignants (5 au collège et 5 au primaire)	10 enseignants sont identifiés (5 au collège et 5 au primaire)	100%
Création et organisation des clubs d'enfants	10 clubs d'enfants	10 clubs d'enfants sont créés et organisés	100%
Identification des représentants du Ministère des enseignements primaires et secondaires	13 représentants des représentants du Ministère des enseignements primaires et secondaires (9 Inspecteurs et 4 Directeurs Régionaux de l'Education	13 représentants des représentants du Ministère des enseignements primaires et secondaires (9 Inspecteurs et 4 Directeurs Régionaux de l'Education) sont identifiés	100%
Sensibilisation et identification des Responsables des départements de l'Eglise des Assemblées de DIEU du Togo	30 Responsables des départements de l'Eglise des Assemblées de DIEU du Togo	30 Responsables des départements de l'Eglise des Assemblées de DIEU du Togo sont identifiés	100%
Sensibilisation et identification des groupes communautaires	5 groupes communautaires	5 groupes communautaires sont identifiés	100%
Sensibilisation et identification des ODDH	5 ODDH	5 ODDH sont identifiés	100%
Sensibilisation et identification des chefs traditionnels et secrétaires de chefs	5 chefs traditionnels et 5 secrétaires de chefs	5 chefs traditionnels et 5 secrétaires de chefs sont identifiés	100%
Identification des représentants du Ministère de l'action sociale	11 représentants (3 Directeurs Régionaux, 5 Directeurs Préfectoraux, 3 Chefs Division de la Direction Générale de la Protection de l'Enfant)	11 représentants (3 Directeurs Régionaux, 5 Directeurs Préfectoraux, 3 Chefs Division de la Direction Générale de la Protection de l'Enfant) sont identifiés	100%

8.2.2 Effectivité des séminaires ateliers de formation

Le tableau 6 présente l'effectivité des séminaires ateliers de formation. La lecture de ce tableau montre que pour permettre aux acteurs et parties prenantes de comprendre la philosophie du projet et d'augmenter leurs connaissances sur la problématique de la démocratie et de la bonne gouvernance, **l'équipe de pilotage du projet a prévu et organisé deux (02) séminaires ateliers de réflexion décentralisés**. Le premier atelier s'est déroulé à Lomé, regroupant les

participants de Agoè, Aného et Tsévié. Quant au second, il s'est déroulé à Kara regroupant les participants de Kara et de Dapaong.

En ce qui concerne les séminaires ateliers de formation à l'endroit des animateurs des clubs et leurs encadreurs, trois (03) sont prévus pour toute la période du projet. D'avril à juin 2022, deux (02) séminaires ateliers de formation sont réalisés à l'endroit des animateurs de clubs et leurs encadreurs.

S'agissant du premier séminaire, **30 animateurs (15 garçons et 15 filles) de clubs et 10 encadreurs** ont été formés sur les thèmes suivants : (i) La notion de bonne gouvernance et de la démocratie, (ii) la connaissance de la constitution et des lois qui régissent la vie politique, démocratique du Togo ; (iii) la connaissance sur le fonctionnement des services publics ; (iv) droits humains ; (v) droits des enfants ; (vi) concept de l'Egalité genre ; (vii) la diversité positive ; (viii) la participation inclusive ; (ix) violence et abus ; (x) la connaissance des voies et moyens de revendiquer ses droits et (xi) les techniques d'animation de Clubs.

En ce qui concerne le second séminaire atelier de formations, **30 animateurs (15 garçons et 15 filles) de clubs et 10 encadreurs** ont été également formés. La formation a concerné les thèmes suivants : (i) La gestion économique et financière des communes, préfectures, régions et nation ; (ii) la mobilisation et gestion des ressources économiques et financières de l'Etat ; (iii) le leadership ; (iii) la culture de la démocratie, de la bonne gouvernance et de la redevabilité ; (iv) la culture de l'anticorruption, de la non impunité, et la bonne gestion de la chose publique et (v) la préparation de plaidoyer et d'échange avec les autorités.

De ces séminaires ateliers de formations, les animateurs de clubs et leurs encadreurs ont appris les méthodes pédagogiques et techniques axées sur l'animation d'un club d'enfants.

« La formation que nous avons reçue d'ODOS m'a permis de comprendre beaucoup de notions sur la démocratie et la bonne gouvernance. J'ai compris que, bien que je sois enseignant j'ignorais les principes démocratiques et de bonne gouvernance. Grâce à ces formations je sais maintenant comment diriger un groupe de personnes, une école, en utilisant les principes démocratiques ». (Entretien avec un enseignant de l'école primaire publique de Tsévié-Weme ; encadreur de club d'enfants)

« J'ai appris de la formation qu'en classe, le comité doit être élu et non nommé. Certains quand ils sont premiers ou première, on leur dit d'être major alors qu'ils n'arrivent pas à faire le travail du major. Depuis ce temps-là on a compris qu'on doit élire les délégués de classe. On nous a appris comment on élit les comités de la classe aussi. On nous a formé sur comment protéger l'environnement, les biens publics et les techniques de sensibilisation d'un groupe ». (Entretien avec une élève du Collège d'enseignement général Sinaï de l'église des Assemblées de Dieu (Kara) ; animatrice de club d'enfants).

Tableau 6: Séminaire atelier de formation/appréciation de l'effectivité

Activités	Situation		Taux de réalisation
	Prévues	Réalisée	
Séminaires ateliers de réflexion décentralisés aux acteurs et parties prenantes du projet	2 séminaires atelier de réflexion (1 à Lomé et 1 à Dapaong)	2 séminaires (1 à Lomé et 1 à Dapaong) sont organisés	100%
Séminaire et atelier de formation de 3 jours pour les animateurs des clubs et leurs encadreurs sur les thèmes suivant : • La notion de bonne gouvernance et de la démocratie, • La connaissance de la constitution et des lois qui régissent la vie politique, démocratique du Togo. • La connaissance sur le fonctionnement des services publics. • Droits humains • Droits des enfants • Concept de l'Egalité genre / CEDEF • La diversité positive • La participation inclusive • Violence et abus • La connaissance des voies et moyens de revendiquer ses droits. • Les techniques d'animation de Clubs (C.2)	1 séminaire	1 séminaire de formation est organisé à l'endroit de 30 animateurs (15 garçons et 15 filles) et 10 encadreurs de clubs d'enfants	100%
Séminaire et atelier de formation de 3 jours pour les animateurs des clubs et leurs encadreurs sur Les notions de • La gestion économique et financière des communes, préfectures, régions et nation. • Mobilisation et gestion des ressources économiques et financières de l'Etat • Le Leadership. La culture de la démocratie, de la bonne gouvernance et de la recevabilité.	1 séminaire	1 séminaire de formation est organisé à l'endroit de 30 animateurs (15 garçons et 15 filles) et 10 encadreurs de clubs d'enfants	100%

• La culture de l'anticorruption, de la non impunité, et la bonne gestion de la chose publique. • Préparation de plaidoyer et d'échange avec les autorités. (C3)			
Séminaire et atelier de formation de 3 jours pour les animateurs des clubs et leurs encadreurs sur Les notions de • La connaissance des droits civiques et des devoirs citoyens • La notion d'Education citoyenne, la construction de la paix, la tolérance, la réconciliation, la sécurité, la gestion de l'environnement et la responsabilité de l'homme sur la dégradation de l'environnement • Préparation de plaidoyer et d'échange avec les autorités (C4)	1 séminaire	Non encore réalisé selon le calendrier	0%

8.2.3 Effectivité des journées de réflexion

En s'intéressant aux activités de journées de réflexion (tableau 7), l'analyse du document projet montre qu'au total neuf (09) journées de réflexion traitant différentes sortes de thématiques par région (Lomé, Kara et Dapaong) doivent être organisées au cours de la période du projet. Il ressort de l'évaluation à mi-parcours que trois (03) journées de réflexion sur les neuf sont organisées à ce stade d'exécution du projet, ce qui donne un taux de réalisation de 33%.

Les trois journées de réflexion et de communication organisées à Lomé, Kara et Dapaong ont abordé les thématiques suivantes : (i) La connaissance de la constitution et des lois qui régissent la vie politique, démocratique du Togo ; (ii) les notions de bonne gouvernance et de la démocratie ; (iii) la connaissance sur le fonctionnement des services publics ; (iv) droits humains ; (v) droits des enfants, (vi) concept de l'Egalité genre / CEDEF ; (vii) la diversité positive ; (viii) la participation inclusive ; (ix) les violences et abus et (x) la connaissance des voies et moyens de revendiquer ses droits.

Les trois journées de réflexion organisées à ce stade du projet ont touché **132 personnes dont 40 femmes et 92 hommes**. Ces séances de réflexion ont permis aux acteurs et parties prenantes du projet d'augmenter leurs connaissances sur les thématiques de bonne gouvernance, de démocratie, de la constitution et de l'anticorruption. Les focus group organisés lors de l'évaluation à mi-parcours confirment la bonne connaissance des thématiques de bonne gouvernance, de démocratie, de la constitution et de l'anticorruption par les acteurs.

Tableau 7: Journée de réflexion/appréciation de l'effectivité

Activités	Situation		Taux de réalisation
	Prévues	Réalisée	
Journée de réflexion et de communication sur les thématiques suivantes : • La connaissance de la constitution et des lois qui régissent la vie politique, démocratique du Togo. • Les notions de bonne gouvernance et de la démocratie. • La connaissance sur le fonctionnement des services publics. • Droits humains • Droits des enfants • Concept de l'Egalité genre / CEDEF • La diversité positive • La participation inclusive • Violence et abus • La connaissance des voies et moyens de revendiquer ses droits. (C2.1)	3 Journées de réflexion et de communication (1 à Lomé, 1 à Kara et 1 à Dapaong)	3 Journées de réflexion et de communication (1 à Lomé, 1 à Kara et 1 à Dapaong) sont organisées regroupant 132 personnes dont 40 femmes et 92 hommes	100%
Journée de réflexion et de communication sur les thématiques suivantes : • Les notions sur la gestion économique et financière des communes, préfectures, régions et nation. • Mobilisation et gestion des ressources économiques et financières de l'Etat • Le Leadership. La culture de la démocratie, de la bonne gouvernance et de la recevabilité. • La culture de l'anticorruption, de la non impunité, et la bonne gestion de la chose publique. (C3.1)	3 Journées de réflexion et de communication (1 à Lomé, 1 à Kara et 1 à Dapaong)	Non encore réalisée selon le calendrier	0%

Journée de réflexion et de communication sur les thématiques suivantes : • La connaissance des droits civiques et des devoirs citoyens • La notion d'Education citoyenne, la construction de la paix, la tolérance, la réconciliation, la sécurité, la gestion de l'environnement et la responsabilité de l'homme sur la dégradation de l'environnement. (C4.1)	3 Journées de réflexion et de communication (1 à Lomé, 1 à Kara et 1 à Dapaong)	Non encore réalisée selon le calendrier	0%
---	--	--	-----------

8.2.3 Effectivité des rencontres d'échange, des séances d'animation de club et des séances de sensibilisation

Pour permettre l'appropriation des thématiques abordés par le projet et atteindre un changement dans la vie des bénéficiaires en ce qui concerne la mise en pratique des principes démocratiques et de bonne gouvernance, les activités de rencontres d'échange, de séances d'animation de club et des séances de sensibilisation ont été planifiées. L'effectivité de ces activités est consignée dans le tableau 8

Pour ce qui concerne **les rencontres d'échange et de plaidoyers** entre les enfants des clubs et les autorités locales, elles ont permis aux enfants d'exercer leur maîtrise des plaidoyers en réel tout en acquérant des connaissances sur la gestion de la commune, de la préfecture et leur fonctionnement et en faisant valoir leurs contributions sur ces questions. Il ressort de la revue documentaire du projet que 5 rencontres d'échanges et de plaidoyers sont prévues par site, ce qui donne 25 rencontres à organiser avant la fin du projet. **A ce stade d'exécution du projet, l'évaluation à mi-parcours constate que sur les 25 prévues, c'est seulement 02 rencontres d'échanges et de plaidoyers qui sont organisées avec un taux de réalisation de 8%. Ce taux de réalisation s'explique par le fait que l'essentiel des rencontres est plus concentré dans la deuxième moitié de la période de réalisation du projet, au moment où les enfants auront eu une grande maîtrise des thématiques du projet. Il est donc important que l'équipe de projet planifie rapidement les rencontres d'échanges et de plaidoyers restantes.**

Les données collectées au cours de l'évaluation à mi-parcours montrent effectivement que les formations à l'endroit des enfants sur les principes démocratiques, de bonne gouvernance et de techniques de plaidoyers ont permis aux enfants de bien participer aux rencontres d'échange et de plaidoyers. En témoigne un acteur de mise en œuvre du projet en ces termes :

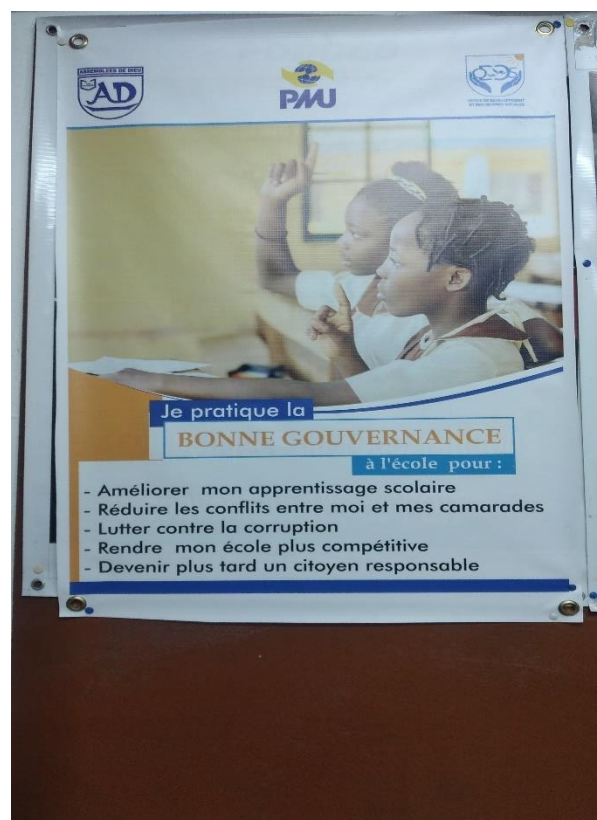
« J'ai été agréablement surprise de voir les enfants tenir devant le Préfet et le Maire au cours des rencontres d'échange pour demander ce qui leur manque à l'école, notamment l'électricité, l'eau et la clôture de l'école. Pour ces choses-là je crois qu'ils sont en train de comprendre et de réagir de façon positive à leurs attentes et à leurs besoins ». (Entretien avec la Directrice de l'école primaire publique de Tsévie-Weme)

S'agissant des activités relatives aux séances d'animation de clubs d'enfants, le projet a prévu organiser **12 séances** d'animation. A la date de juin 2022, les données révèlent que **40 séances d'animation de club** (04 séances d'animation par club) ont été animées dans 10 écoles ciblées (05 écoles primaires et 05 collèges) par 30 élèves animateurs de clubs préalablement renforcés sur de nouvelles thématiques abordées par le projet. A mi-parcours, cette activité a un taux de réalisation de 333%, ce qui montre à suffisance que les clubs d'enfants créés sont bien fonctionnels et que les animateurs et les encadreurs exécutent bien leurs cahiers de charge.

Les activités des clubs sont organisées par les encadreurs (enseignants) et les animateurs (élèves). Les animateurs ayant reçu les formations sur les principes démocratiques et de bonne gouvernance forment à leur tour leurs camarades membres des clubs au cours des séances d'animation de club. Les principes démocratiques suivants ont été abordés lors des séances d'animation de club : (i) le respect du règlement intérieur ; (ii) le respect et la gestion du bien public ; (iii) l'élection des comités de classe ; (iv) la non-discrimination de race, de sexe et de religion ; (v) l'égalité de genre ; (vi) le respect des différences et (vii) la participation aux prises de décisions.

Concernant les principes de bonne gouvernance, les animateurs de clubs ont expliqué à leurs camarades membres des clubs que la bonne gouvernance consiste à (i) améliorer l'apprentissage scolaire ; (ii) réduire les conflits entre les camarades ; (iii) lutter contre la corruption ; (iv) rendre son école plus compétitive et (v) devenir plus tard un citoyen responsable.

En vue de réaliser les activités de renforcement de capacités des enfants membres des clubs, des outils et supports d'éducation ont été produits et diffusés. Ces outils élaborés sont utilisés les jours de séances d'animation de clubs. Voici quelques-uns de ces outils :



Outils de formation utilisés au cours des séances d'animation des clubs d'enfants

En s'intéressant **aux activités de sensibilisation**, il ressort de la lecture du document projet que 12 séances de sensibilisation pour 4000 enfants sont prévues pour la période d'exécution du projet. Les données recueillies à ce stade de mise en œuvre montrent que **10 grandes séances de sensibilisations (83%)** ont été réalisées par les élèves membres des clubs d'enfants dans les 10 écoles ciblées. Ces séances de sensibilisation ont touché **2580 élèves (65%)** à raison de **1330 filles (52%)** et **1250 garçons (48%)**. **L'évaluation à mi-parcours note un taux de réalisation de 83% des séances de sensibilisation. Cela montre une fois encore la bonne performance de la mise en œuvre des activités du projet.**

Tableau 8: Rencontres d'échange/appréciation de l'effectivité

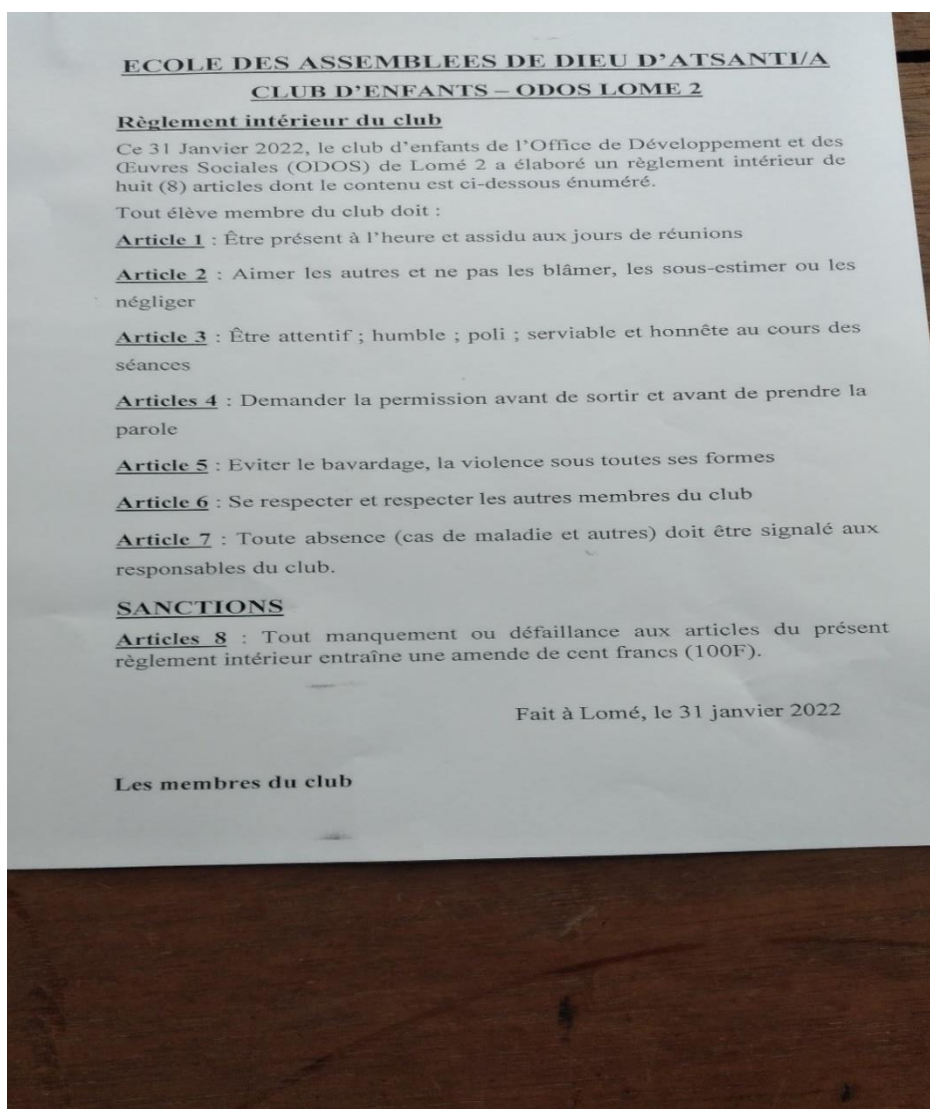
Activités	Situation		Taux de réalisation
	Prévues	Réalisée	
5 rencontres d'échange et de plaidoyers par sites (5) entre les enfants des clubs et les autorités suivantes : - Le Maire - Le Préfet - Le Député - Le Responsable local de parti politique - Le responsable local du service des impôts Sur les thématiques telles que, la gestion de la commune, de la préfecture et leur fonctionnement ; la notion sur le parlement et le rôle d'un Député, le rôle d'un parti politique, la mobilisation et la gestion des ressources économiques et financières des communes, préfectures et de l'Etat. (C5)	25	02 rencontres d'échange et de plaidoyers ont été réalisées sur 02 sites par les élèves membres des clubs d'enfants à l'endroit des autorités de leur commune (02 Maires)	8%
Séances d'animation pour 10 clubs d'enfants sur la base des thématiques abordées par le projet par site (D1)	12	40 séances d'animation de club (04 séances d'animation par club) ont été animées dans 10 écoles ciblées (05 écoles primaires et 05 collèges) par 30 élèves animateurs de clubs préalablement renforcés sur de nouvelles thématiques abordées par le projet	333%
Sensibilisations par 10 clubs pour les enfants et adolescents par site sur les thématiques abordées par le projet lors des séminaires.	12 sensibilisations pour 4000 enfants	10 grandes séances de sensibilisations ont été réalisées par les élèves membres des clubs d'enfants dans les 10 écoles ciblées. 2580 élèves touchés (1330 filles et 1250 garçons).	83% pour 65% d'élèves (52% de filles et 48% de garçon)

8.2.4 Effectivité des activités de coordination et de suivi-évaluation du projet

Le projet soumis à l'évaluation est géré par le personnel de ODOS et les encadreurs sur chaque site. Le Coordonnateur National de ODOS est responsable de l'élaboration des stratégies et de l'organisation des activités du projet tandis que l'exécution et la mise en œuvre est confiée à la Coordinatrice qui fait la liaison entre l'équipe de projet sur les sites et l'équipe de bureau. Les activités du projet sont sous la responsabilité de la coordinatrice du projet. Elle coordonne également les activités de compilation et de transfert de données au responsable suivi-évaluation. Par ailleurs, un dispositif de suivi-évaluation automatisé est en expérimentation pour faciliter le transfert des informations liées aux activités et aux changements, des sites à la coordination de ODOS. Ce dispositif de suivi-évaluation dynamique géré par le responsable en charge de cette activité, permettra lorsqu'il sera effectif, de renseigner les indicateurs efficacement et de partager les résultats avec l'ensemble des parties prenantes du projet. Le responsable suivi-évaluation a donc pour responsabilités de : (i) coordonner le suivi interne, (ii) évaluer les projets sous la supervision du Coordonnateur National, (iii) produire les outils de suivi (les fiches de collecte des données générées lors de l'exécution du projet). **Malgré la mise en place d'outils automatisé de suivi, le système de suivi-évaluation rencontre des difficultés d'opérationnalisation efficace compte tenu du manque de matériel (tablettes) pouvant aider au rapportage de données sur les sites du projet.**

8.3 Efficacité

L'efficacité est la mesure dans laquelle les objectifs et les résultats de l'intervention ont été atteints, ou sont en train de l'être, y compris les résultats différenciés entre populations³.



Règlement intérieur du club d'enfants de l'école des Assemblées de Dieu d'Atsanti/A à Lomé

Le projet « Enfants et adolescents pour la démocratie et la bonne gouvernance dans le Togo de demain » est conçu autour de trois pierres de construction notamment : (i) culture et gouvernance démocratiques, (ii) égalité des genres, et (iii) environnement. Les résultats attendus et les indicateurs du projet sont libellés par rapport à chaque pierre de construction. Ainsi, l'analyse de l'atteinte des résultats de l'intervention se présente suivant chaque pierre de construction.

³ Des meilleurs critères pour des meilleurs évaluations, définitions adaptées et principes d'utilisation, Réseau du CAD de l'OCDE sur l'évaluation du développement (EvalNet), 2019, p.10.

8.3.1 Efficacité sur le volet « culture et gouvernance démocratique »

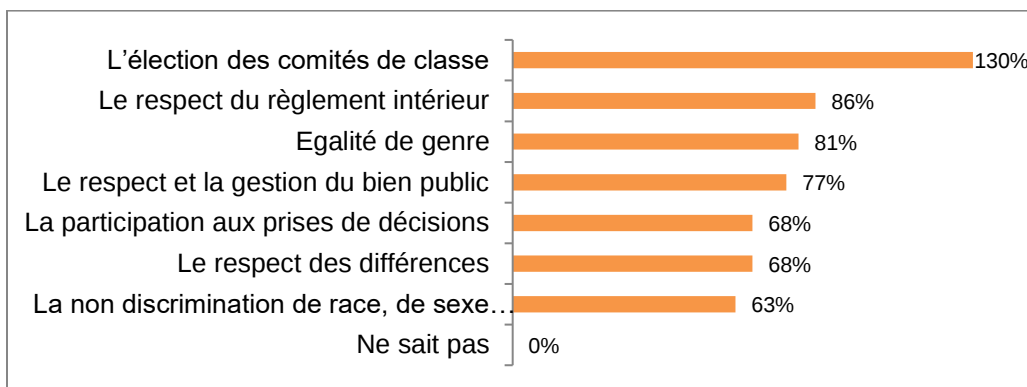
Selon le tableau 9 suivant, les indicateurs relatifs au niveau individuel concernent les enfants et adolescents de 10 à 18 ans. Les données secondaires collectées au cours de l'évaluation montrent que **245 élèves (135 filles et 110 garçons)** au lieu de 150 élèves (75 filles et 75 garçons) prévus ont appris les principes démocratiques et commencent à les pratiquer par l'élection des comités de clubs de façon démocratique. Ils ont également procédé à l'élaboration des règlements intérieurs pour le bon fonctionnement de leurs clubs.

Les 245 élèves touchés sont membres des 10 clubs d'enfants créés sur les sites du projet. Ces clubs sont animés selon le calendrier établi par l'équipe du projet. Au cours de ces séances, les membres apprennent les principes démocratiques et de bonne gouvernance.

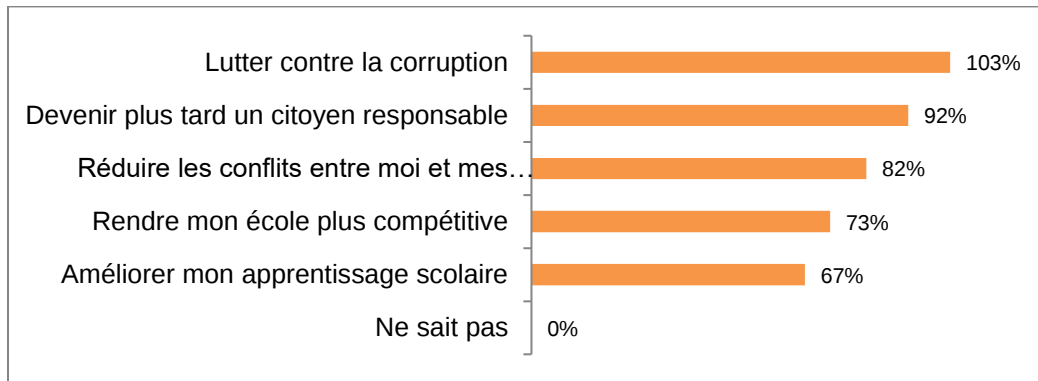
Ces résultats sont confirmés par l'enquête quantitative réalisée au cours de l'évaluation. Il ressort de l'analyse des données que tous les interviewés (150 enfants) ont été formés et sensibilisés sur les principes démocratiques et de bonne gouvernance. Les graphiques suivants illustrent la connaissance des enfants et adolescents formés et sensibilisés sur les principes démocratiques et de bonne gouvernance.

S'agissant des principes démocratiques, l'élection des comités de classe, le respect du règlement intérieur, l'égalité de genre, le respect et la gestion du bien public sont les plus cités par les cibles enquêtées.

Graphique 1: Répartition des enquêtés selon la connaissance des principes démocratiques

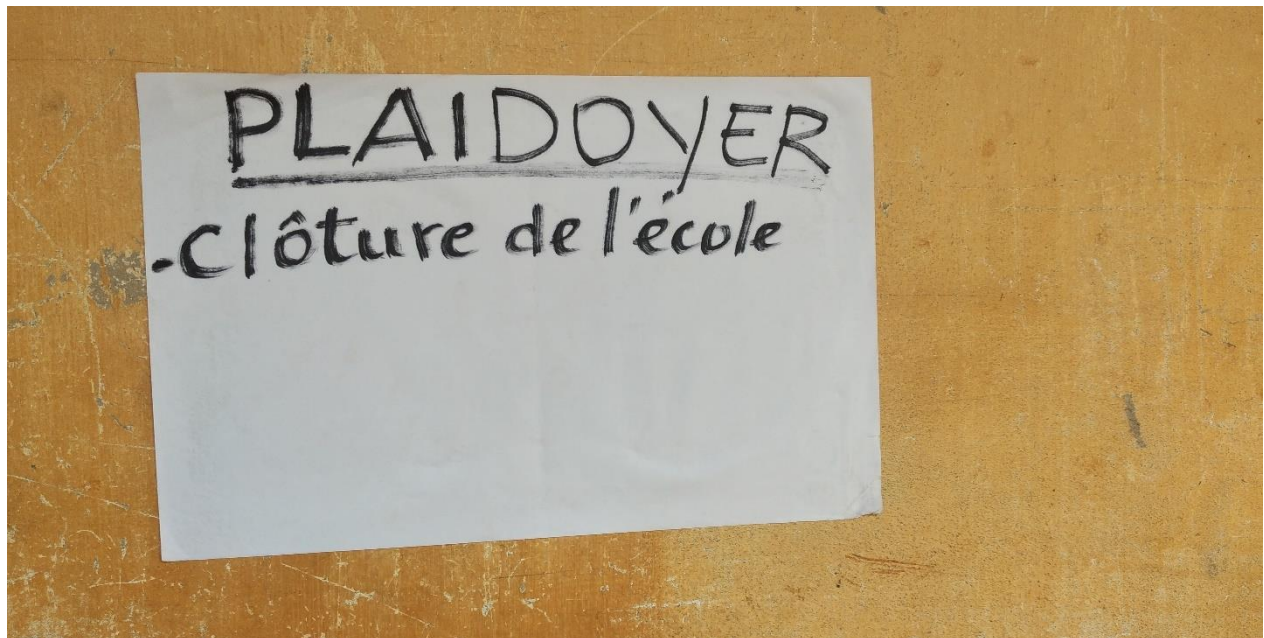


Par rapport aux principes de bonne gouvernance, il ressort de la lecture du graphique 2 suivant que les enfants et adolescents ont une bonne connaissance de ces principes. Ainsi, lutter contre la corruption, devenir plus tard un citoyen responsable et réduire les conflits ont été les principes de bonne gouvernance les plus cités.

Graphique 2: Répartition des enquêtés selon la connaissance des principes de bonne gouvernance

L'analyse documentaire et les entretiens effectués sur le terrain montrent que les indicateurs portant sur les ODDH, les départements de l'église et les groupes communautaire sont totalement atteints.

L'appartenance aux clubs par les enfants a permis aux membres de développer des techniques de plaidoyers. Ainsi comme résultat, l'équipe d'évaluation a touché du doigt certains plaidoyers élaborés par les enfants et adolescents membres des clubs.

*Affiche de plaidoyer pour la clôture du collège d'enseignement général de Tsévié-Ville II*

Le renforcement des capacités des ODDH en démocratie et bonne gouvernance leur a permis de devenir plus influentes dans leurs localités. Elles ont donc organisé des échanges débats sur la pratique de la démocratie, de la Bonne gouvernance et de l'anticorruption. Ces séances ont permis de toucher **65** personnes sur les 05 sites du projet.

Les leaders communautaires ayant reçu des formations sur les principes démocratiques et de bonne gouvernance ont à leur tour procédé à des sensibilisations des membres de leurs groupes en insistant sur la répartition du pouvoir dans le groupe et l'égalité de droits en précisant clairement

le rôle de chaque membre. Les femmes et les hommes rencontrés lors des entretiens de groupes ont confirmé avoir été sensibilisés et développent une meilleure connaissance des principes démocratiques et de bonne gouvernance.

« Avant, je pensais que la démocratie et la bonne gouvernance sont l'affaire des politiciens. Maintenant, avec les sensibilisations, j'ai compris que la démocratie et la bonne gouvernance concerne tout le monde et doit faire partie de l'éducation parentale ». (Propos d'une femme au cours du focus group à Tsévié)

Au niveau de l'église, 30 responsables des départements (Ministère des femmes, conseil des hommes, département des jeunes, département des enfants, département de l'école de dimanche) qui ont suivi les séances de renforcement de capacité ont procédé à la restitution aux membres de chaque département.

S'agissant également des indicateurs liés aux chefs et aux secrétaires de chefs, les entretiens organisés au cours de l'évaluation ont permis de constater que les chefs et secrétaires de chefs profitent de leurs réunions hebdomadaires pour sensibiliser leurs populations sur les principes démocratiques et de bonne gouvernance.

« Dans notre communauté ici, nous saisissons les occasions telles que : les cérémonies d'enterrement, le règlement des litiges et les dialogues communautaires pour sensibiliser la population sur les principes démocratiques et de bonne gouvernance ». (Propos d'un chef à Tsévié)

Tableau 9: Culture et gouvernance démocratique/Efficacité

Résultats attendus fixés par indicateur	Résultats obtenus à mi-parcours (avril 2020-juin 2022) par indicateur	Commentaire	Appréciation (Vert=bonne performance Rouge=mauvaise performance)
Pierre de construction 1 – Culture et gouvernance démocratiques			
Objectif : Les gens ont des valeurs et des normes démocratiques, ils respectent les droits humains de tous, et ils participent dans la société sur un pied d'égalité			
Niveau individuel.			
150 élèves (75 Filles et 75 Garçons) des 10 Clubs ayant appris les principes démocratiques commencent à les pratiquer et à les promouvoir parmi leurs pairs avant la fin du projet	245 élèves (135 filles et 110 garçons) membres de 10 clubs d'enfants dans 10 écoles (05 collèges et 05 écoles primaires) ont élu démocratiquement les membres du comité d'Administration de leurs clubs (élection par vote)	Cet indicateur est totalement atteint. A mi-parcours, le résultat lié a cet indicateur dépasse largement celui prévu pour toute la période d'exécution du projet (163%)	
2000 filles et 2000 garçons ont élaboré des textes statutaires et réglementaires qui régissent le fonctionnement de leurs associations avant la fin du projet.	135 filles et 110 garçons élèves membres des 10 clubs d'enfants ont élaboré des règlements intérieurs pour le bon fonctionnement de leurs clubs dans les 10 écoles ciblées.	L'équipe d'évaluation constate que le nombre de personnes prévues pour cet indicateur est faiblement atteint (6%). Ceci s'explique par le fait les activités se concentrent sur les membres des 10 clubs d'enfants créés dans les écoles. Il faut donc étendre les activités liées à cet indicateur aux associations des filles et garçons apprenties dans la suite du projet	
Niveau société civile			
10 Clubs d'enfants et adolescents (élèves et collégiens, 75 filles et 75 garçons) regroupant 150 enfants sont fonctionnels et actifs	10 clubs d'enfants (135 filles élèves et 110 garçons élèves) de 245 élèves sont créés sur les 05 sites et sont animés selon un calendrier bien précis sur les thématiques du projet.	La collecte des données au cours de cette évaluation a permis de constater que les 10 clubs sont effectivement créés et fonctionnel par la mise en place des comités selon les principes démocratiques.	

5 ODDH ayant renforcé leurs compétences, sont devenues actives et échangent et promeuvent ces principes au sein de la population avant la fin du projet	05 ODDH parties prenantes du projet ont animé chacune une séance d'échange-débat sur la pratique de la démocratie, de la Bonne gouvernance et de l'anticorruption.	Les échanges avec les représentants des ODDH confirment ces données. L'indicateur est atteint a mi-parcours	
5 groupes communautaires ayant renforcé leur compréhension et capacité sont devenus actifs et échangent et promeuvent ces thématiques au sein de la population avant la fin du projet.	05 groupes communautaires ont animé des sensibilisations à l'endroit de leurs membres et autres groupes de la communauté sur les thématiques du projet.	L'indicateur est atteint a mi-parcours	
30 représentants de 5 départements de l'EADT des 3 régions ecclésiastiques qui abritent les sites du projet, ayant renforcé leur capacité sur les thèmes abordés par le projet échangent et promeuvent ces principes au sein de leurs membres avant la fin du projet	30 représentants répartis dans les 05 départements de l'EADT parties prenantes du projet ont mené chacun une réunion de restitution et des séances de sensibilisation avec leurs membres sur les thématiques de démocratie et de bonne gouvernance.	L'indicateur est atteint à mi-parcours	

<i>Niveau institutionnel :</i>			
05 chefs traditionnels et 05 secrétaires de chefs ayant renforcé leur capacité et compréhension, sont actifs dans la promotion des thématiques du projet et échangent ces thématiques avec leurs populations avant la fin du projet	05 chefs traditionnels et 05 secrétaires de chefs ont utilisé des tribunes de leurs réunions hebdomadaires avec leurs notables et leurs populations pour les sensibiliser sur les thématiques du projet	L'indicateur est atteint à mi-parcours	
5 enseignants de l'école primaire et 5 enseignants des collèges ayant renforcé leur compétence, pratiquent ces idéologies dans la conduite de leur classe de manière inclusive avant la fin du projet	10 Enseignants (09 hommes et 01 femme) de 05 écoles primaires et 05 collègues encadreur des clubs ont accompagné les élèves membres des clubs d'enfants de leurs établissements dans l'élection des comités des clubs et comités des classes de façon démocratique en faisant participer tous les élèves (filles comme garçons) sans discrimination de sexe sur tous les sites du projet	L'indicateur est atteint à mi-parcours	

8.3.2 Efficacité sur le volet « égalité de genre »

De l'analyse du tableau 10 ci-dessous portant sur la pierre de construction de l'égalité de genre, il ressort que la quasi-totalité des indicateurs sont atteints à 75%.

Lors des entretiens avec les élèves membres des clubs, il en ressort qu'ils discutent avec leurs camarades régulièrement sur la notion de l'égalité de genre.

« J'ai une camarade qui m'a dit qu'elle exécute toute seule les travaux domestiques (laver les assiettes, balayer la chambre, puiser l'eau, cuisiner, etc.) pourtant elle a un frère qui reste indifférent sans rien faire et les parents ne disent rien et pensent que c'est la responsabilité à elle de faire ces travaux domestiques. J'ai partagé avec elle, la notion de l'égalité genre en lui disant que les garçons aussi doivent faire les travaux domestiques. Elle est allée discuter avec ses parents qui ont finalement compris l'importance de l'égalité genre et ont réparti les travaux domestiques entre son frère et elle ». (Propos d'une fille au cours d'un entretien individuel au CEG Agoè-Ouest)

L'équipe d'évaluation a constaté lors de la mission de terrain que **135 filles** se sont inscrites aux clubs d'enfants contre 110 garçons. Parmi elles, plusieurs occupent des postes de responsabilité (présidente, secrétaire et trésorière).

S'agissant des enseignants encadrateurs de clubs, ils ont appuyé l'organisation des élections des responsables des clubs en tenant compte du genre.

Tableau 10: Egalité de genre/Efficacité

Résultats attendus fixés par indicateur	Résultats obtenus à mi-parcours (avril 2020-juin 2022) par indicateur	Commentaire	Appréciation (Vert=bonne performance Rouge=mauvaise performance)
Pierre de construction 2 – Egalité de genre			
Objectif : Les femmes et les hommes ont des relations égales et une distribution équitable de ressources, de pouvoir et d'influence			
Niveau individuel.			
Les 75 Filles et les 75 garçons des 10 clubs ayant compris la CEDEF et l'égalité genre, échangent régulièrement avec plusieurs de leurs pairs sur ces sujets dans les écoles et centres d'apprentissage avant la fin du projet	245 élèves (135 filles élèves et 110 garçons élèves) discutent régulièrement dans leurs clubs et écoles sur l'égalité genre dans les 10 écoles ciblées	Le nombre de personnes touchées dépasse largement celui prévu (245 contre 150 soit un taux de réalisation de 163%)	
75 enfants et adolescentes (filles) des 150 ayant compris l'égalité genre ne s'auto-infériorisent plus par rapport aux garçons, elles participent au processus de prise de décision dans leurs clubs avant la fin du projet.	135 filles qui ont toujours refusé des postes de responsabilités à l'école se sont inscrites dans les clubs d'enfants créés dans leurs écoles et prennent part activement aux activités d'animation. 30 filles parmi elles font parties du comité d'Administration de ces clubs en tant que Présidentes, secrétaires et trésorières sur tous les sites du projet.	Les activités dans le cadre de cet indicateur ont touché plus d'enfants adolescentes filles que prévues.	
2000 filles et 2000 garçons ayant compris la CEDEF et l'égalité genre, échangent régulièrement avec plusieurs personnes sur ces sujets dans leurs regroupements avant la fin du projet	0	Au moment de l'évaluation, les activités liées à cet indicateur ne sont pas réalisées. Toutefois, les personnes qui devraient porter les messages sont préparés pour le faire et nous recommandons que cela se fasse le plus tôt possible.	

Niveau institutionnel :			
5 enseignants de l'école primaire et 5 enseignants des collèges ayant renforcé leur capacité sont devenus des promoteurs et pratiquants de l'égalité genre auprès de leurs élèves, ce qu'ils font dans la dispensation de la leçon d'ECM (Education Civique et Morale) qui aborde les thématiques de droits et d'égalité genre avant la fin du projet	10 Enseignants (09 hommes et 01 femme) de 05 écoles primaires et 05 collèges encadrent des clubs ont assisté les élèves membres des clubs dans l'élection des comités d'Administration des clubs de façon démocratique en acceptant les candidatures des élèves filles comme garçons sans discrimination de sexe sur tous les sites du projet 10 enseignants ont amené les élèves à comprendre l'égalité genre et n'affectent plus les responsabilités des tâches à faire dans les classes et écoles selon les sexes comme cela se faisait avant le projet	Le nombre d'enseignants prévu est réellement touché	

8.3.3 Efficacité sur le volet « environnement »

Cette évaluation a également vérifié l'atteinte des résultats sur le volet environnement. L'analyse des informations (tableau 11) et témoignages recueillis montre que **245 élèves (135 filles et 110 garçons)** membres des clubs d'enfants ont discuté avec les autres élèves de leurs établissements sur l'importance de la protection de l'environnement après les formations reçues.

« Les enfants membres du club ont bien compris l'importance de la protection de l'environnement et ont sensibilisé leurs camarades sur comment balayer la classe et entretenir la cour de l'école. Dès fois, ils regroupent leurs camarades pour le nettoyage de la cour de l'école ». (Entretien avec la Directrice de l'EPP de Tsévié-Wémé »

En termes de résultats concrets, les enfants membres des clubs ont conçu des poubelles qu'ils ont aménagé dans la cour de l'école pour lutter contre l'insalubrité. En voici quelques images :



Poubelle conçue par les élèves du club d'enfant de Tsévié-Ville II

Les enseignants encadreurs des clubs ont appuyé les enfants à mettre en place les mécanismes de protection de l'environnement. Par exemple à l'école primaire publique centrale de Kara, les élèves membres du club ont procédé avec l'appui des encadreurs au reboisement de la cour de l'école. Chaque membre du club a son arbre qu'il entretient. En voici une illustration :



Arbre planté par les élèves du club d'enfant de l'EPP centrale de Kara

Il ressort également de la constatation de preuve de résultats que les enfants du club de l'EPP Tsévie-Wémé ont mis en place des dispositifs de lutte contre l'érosion pluviales.



Dispositif de lutte contre l'érosion pluviale mis en place par les élèves du club d'enfant de l'EPP Tsévie-Wémé

Tableau 11: Environnement/Efficacité

Résultats attendus fixés par indicateur	Résultats obtenus à mi-parcours (avril 2020-juin 2022) par indicateur	Commentaire	Appréciation (Vert=bonne performance Rouge=mauvaise performance)
Pierre de construction 3 – Environnement			
Objectif : Les gens réduisent l'impact négatif sur l'environnement grâce à l'utilisation durable des ressources naturelles et des pratiques respectueuses de l'environnement et ils préviennent les catastrophes environnementales et climatiques, créant ainsi de bonnes conditions de vie pour les générations présentes et futures			
Niveau individuel.			
2000 filles et 2000 garçons ayant compris les thématiques du projet, partagent régulièrement les informations avec leurs pairs sur l'importance de l'hygiène et de la salubrité en rapport avec la santé	0	Au moment de l'évaluation, les activités liées à cet indicateur ne sont pas réalisées. Toutefois, les personnes qui devraient porter les messages sont préparés pour le faire et nous recommandons que cela se fasse le plus tôt possible.	
Les 75 Filles et les 75 garçons des 10 clubs ayant renforcé leur compréhension, partagent régulièrement les informations avec leurs pairs sur la gestion de l'environnement et la responsabilité de l'homme sur la dégradation de l'environnement dans leurs écoles et dans les centres d'apprentissage avant la fin du projet	245 élèves (135 filles et 110 garçons) membres des clubs d'enfants ont déclaré discuter avec les autres élèves de leurs établissements sur l'importance de la protection de l'environnement.	Les activités dans le cadre de cet indicateur ont touché plus d'enfants adolescentes filles que prévues.	

Niveau institutionnel :			
5 enseignants de l'école primaire et 5 enseignants des collèges ayant renforcé leur capacité, commencent par échanger avec les élèves sur la gestion de l'environnement et la responsabilité de l'homme sur la dégradation de l'environnement avant la fin du projet	10 Enseignants (09 hommes 01 femme) de 05 écoles primaires et 05 collèges encadrent des clubs discutent avec les élèves membres des clubs de leurs établissements sur des comportements qui favorisent un environnement sain à savoir : Le maintien des salles de classes et cours d'écoles toujours propres. La protection des arbres et forêts La protection des animaux (ne pas les maltraiter ni les tuer en désordre) sur les 05 sites du projet	Le nombre d'enseignants prévu est réellement touché	

8.4 Effet/Impact

L'impact est la mesure dans laquelle l'intervention a produit, ou devrait produire, des effets importants et de vaste portée, positifs ou négatifs, intentionnels ou non⁴.



Quelques membres du club d'enfants de l'EPP Tsévie-Wémé

Du croisement des différents témoignages enregistrés sur le terrain au cours de l'évaluation à mi-parcours du projet « enfants et adolescents pour la démocratie et la bonne gouvernance dans le Togo de demain », il ressort que des changements de comportements et de perception induits par les activités du projet s'observent chez les bénéficiaires du projet traduisant ainsi une meilleure connaissance relative aux principes démocratiques et de bonne gouvernance.

L'analyse de ces changements se fera au niveau individuel, société civile et institutionnel.

8.4.1 Changements observés au niveau individuels

Des entretiens individuels et de groupes réalisés avec les élèves membres des clubs d'enfants sur les sites du projet, la mission d'évaluation a constaté que les enfants ont une compréhension du règlement intérieur qu'ils respectent dans le fonctionnement de leurs clubs et de leurs classes et qu'ils observent les principes démocratiques dans les différentes élections des comités de classe qu'ils ont eu à faire. Ils ont également démontré une attitude de la bonne gestion des matériels et consommables de leurs écoles (craie, matériels didactiques, livres à usage de groupe...) en ne les gaspillant plus ou en ne les s'appropriant plus individuellement mais en les préservant pour une utilisation collective dans un intérêt général. D'autre part, les enfants ont appris comment apprendre les leçons pour améliorer l'apprentissage scolaire pour lutter contre la corruption.

En matière de démocratie et de bonne gouvernance, ils savent qu'en tant qu'élèves, il est de leurs rôles de respecter les règles de leur établissement, de participer à tout ce qui est de la vie

⁴ Intégrer les droits de l'homme et l'égalité des sexes aux évaluations – Vers un document d'orientation du GNUE, 2011, p. 12.

communautaire ou bien la vie associative de l'école, de participer aux prises de décision à l'école ou bien en classe, d'être des leaders, de bien travailler à l'école.

Ces changements opérés ont été constatés par les enfants eux-mêmes. Voici quelques témoignages que les enfants enquêtés ont partagé avec l'équipe d'évaluation.

« Avant, pour être major dans notre école, il faut être premier de la classe et je m'attendais à être major lorsque j'ai occupé la première place. Mais lorsque le projet est venu, l'école a compris que ce poste de major devrait s'occuper par élection. J'ai donc accepté facilement lorsqu'une autre personne a été élue major à la suite des élections. J'ai compris que c'est le choix de la majorité ». (Propos d'une élève au CEG Agoè-Ouest (Lomé))

« Quand je n'étais pas dans le club, je discriminais mes camarades, que moi et les Losso (une ethnie du nord) et les Agoè (une ethnie du sud), on ne peut pas s'asseoir ensemble dans le même banc. Je fais la discrimination de race et d'ethnies. Mais, maintenant que je suis rentrée dans le club, j'ai appris qu'on devait être tolérant envers les autres, que nous devons pratiquer la tolérance en milieu scolaire et que malgré nos différences nous devons nous accepter. Cela m'a permis de changer, et maintenant je m'assoie avec tout le monde sans considérer son ethnie ». (Propos d'une élève au CEG Sinaï des Assemblées de Dieu de Kara.)

« Moi, c'est au niveau de la corruption, avant quand j'écrivais les noms des bavards, certains venaient me donner 50 frs pour ne pas écrire ou supprimer leur nom sur la liste des bavards. Mais quand je suis rentré dans le club, on m'a dit de ne plus faire ça, on disait que c'était de la corruption. Maintenant j'ai changé et je ne fais plus ça ». (Propos d'un major de classe membre du club d'enfant de l'école primaire Tsévie-Wémé).

Les enseignants et les parents ont également remarqué des changements de mentalité et de comportement au niveau des enfants. Ils n'ont plus les mêmes réactions et appréhensions comme avant. Selon les propos du Directeur du collège Sinaï des Assemblées de Dieu du Togo de Kara, les enfants mettent en pratique les principes démocratiques en demandant aux enseignants de respecter ces principes dans l'élection des délégués de classes.

« Ici très souvent nous choisissons les majors de classe par rapport au mérite. Les enfants sont venus nous voir que cette façon de faire n'est pas démocratique, que ça doit être par vote et ça nous a touché et on a dit à partir de cette année, nous allons faire tout par vote, pour que ça soit vraiment démocratique. Nous avons donc élu les comités de classes de façon démocratique ».

Au cours des focus group avec les groupes communautaires, les parents ont relaté que leurs enfants qui sont membres des clubs ont amélioré significativement leurs rendements scolaires et sont devenus plus respectueux. Un parent exprimait sa joie ainsi : *« Je suis très content de tout ce que le projet fait. Mon enfant se réveille maintenant tôt pour réviser ses leçons et fait vite pour être à l'heure à l'école. J'ai constaté avec fierté que ces notes se sont améliorées ».*

De ces mêmes entretiens, l'équipe d'évaluation a constaté des changements au niveau des enfants en ce qui concerne l'égalité de genre et de la protection de l'environnement.

S'agissant de l'égalité de genre, une élève a partagé son témoignage avec l'équipe d'évaluation en ces termes : *« Je discriminais mes camarades de sexe, qu'un garçon et moi, on ne peut pas s'asseoir dans un même banc, mais maintenant que je suis venue dans le club, j'ai appris que fille et garçon, nous devons faire la mixité c'est-à-dire le mélange des filles et des garçons. Maintenant je suis joyeuse avec mes camarades, peu importe le sexe ».*

Par rapport à l'environnement, grâce aux formations, les élèves membres des clubs et ceux ayant été sensibilisés par leurs camarades ont compris l'importance de la protection de l'environnement et ne jettent plus des ordures dans la cour de l'école et ne pratiquent plus la défécation à l'air libre.

« Avant je polluais l'environnement en jetant les sachets, les restes de nourriture partout. Avec les formations que j'ai reçu sur la protection de l'environnement dans le club, je me suis rendu compte que c'était un mauvais comportement et que c'était la pollution de l'environnement qui peut entraîner des maladies. Maintenant, j'ai changé de comportement en jetant les ordures dans la poubelle ».



Affiche de sensibilisation sur la non-violence

8.4.2 Changements observés au niveau société civile

Au niveau de la société civile (organisations, associations), selon les témoignages recueillis lors des entretiens avec les responsables des organisations et associations, il en ressort que beaucoup d'entre eux ont des statuts, d'autres ont des règlements intérieurs mais ne les respectaient pas. Certains membres de ces organisations pensaient que, quand on est président, on a tout le pouvoir, on peut faire tout ce qu'on veut avec l'association. Cependant, suite aux formations relatives aux principes démocratiques et de bonne gouvernance mises en œuvre par ODOS, les organisations ont pris conscience et plusieurs d'entre elles qui n'ont jamais renouvelé leurs organes ont procédé à l'organisation des AG pour renouveler leurs organes de façon démocratiques.

S'agissant de l'égalité de genre, les organisations, les associations et les groupes communautaires (y compris les CVD, les CDQ) ont compris la nécessité que les femmes soient membres des comités de gestion et des instances de prise de décisions.

Ainsi donc, on voit que la société commence par prendre conscience qu'il faut toujours respecter les textes, les règles de leur organisation pour que les choses puissent bien marcher et qu'il y ait la compréhension, l'harmonie et le développement.

8.4.3 Changements observés au niveau institutionnel

Les renforcements des capacités à l'endroit des enseignants, des chefs et secrétaires de chefs ont contribué à un changement dans la gestion et le management de leur institution.

Les entretiens avec les enseignants montrent qu'ils ont appris à bien gérer les biens d'une école, en matériels et en finance, comment faire le projet de budget avec les collègues, les élèves et les parents d'élèves. *« Les formations reçues nous ont beaucoup aidé. Avant on achetait les choses n'importe comment ; on ne faisait pas la liste des besoins prioritaires. Maintenant nous faisons une gestion saine et participative du budget de l'école, j'en suis très ravie ». (Propos de la Directrice de l'EPP Tsévie-Wémé).*

Les enseignants ont également changé par rapport à comment inculquer la discipline aux élèves. Certains ont fait savoir qu'ils aimaient crier sur les enfants et leur faire peur pour les amener à changer de comportements. Mais avec les séances de renforcement de capacité, ils ont vu que si on discute avec les enfants, si on les met en confiance, ils réagissent mieux que si on essaie de les terroriser. Il est par ailleurs constaté que les enseignants ont aussi changé de comportement par rapport à la discrimination selon le sexe. Ils sont conscients qu'actuellement c'est la promotion de l'égalité genre. Ils motivent les filles à prendre des décisions, à occuper des postes comme major, sous-major et secrétaire. A cet effet, ils ont réussi à organiser les comités de classe de telle manière que les filles sont également élues dans les comités.

S'agissant des chefs et des secrétaires de chefs, ils ont eux aussi compris qu'il faut qu'on fasse tout pour respecter ou bien pour pratiquer la bonne gouvernance. Les chefs touchés par les entretiens de l'évaluation à mi-parcours ont relaté qu'ils ne prennent plus seul les décisions ; ils le font avec les notables et quelques fois avec les leaders communautaires.

« Pour prendre une décision actuellement, je discute du sujet avec mes notables et chacun donne son opinion et ensemble on va voir quelle décision prendre. Des fois s'il le faut, nous procédons au vote, si la majorité l'emporte contre la décision du chef ou bien l'opinion du chef donc c'est ce qu'on applique, ce n'est pas le chef seul qui va décider pour le village ou bien pour la communauté ». (Propos d'un chef à Tsévié).

8.5 Durabilité

La durabilité est la mesure selon laquelle les bénéfices nets de l'intervention perdureront ou sont susceptibles de perdurer⁵. Par ailleurs une échelle de catégorisation des niveaux de durabilité a été faite (très durable, durable, peu durable)

A l'analyse des résultats obtenus et des stratégies développées, il transparaît des jalons de durabilité posés à la phase d'exécution du projet. L'appropriation de la stratégie « faire faire » utilisant les composantes telles que renforcement des capacités, le transfert des compétences, la responsabilisation des acteurs impliqués et l'approche communautaire constituent des bases solides de durabilité construites pour l'encrage et l'utilisation durable des acquis du projet.

Les trois piliers essentiels qui soutiennent la durabilité sont : la durabilité organisationnelle, la durabilité financière et la durabilité technique. Il ressort des données disponibles issues de la mise en œuvre du projet que grâce au transfert de compétences aux différents acteurs impliqués, les

⁵ Des meilleurs critères pour des meilleures évaluations, définitions adaptées et principes d'utilisation, Réseau du CAD de l'OCDE sur l'évaluation du développement (EvalNet), 2019, p.13.

porteurs-gestionnaires des acquis du projet disposent des capacités techniques nécessaires pour poursuivre les sensibilisations relatives aux principes démocratiques et de bonne gouvernance.

L'implication des différents acteurs institutionnels (les chefs et secrétaires de chefs, les services déconcentrés de l'action sociale et du ministère de l'enseignement primaire et secondaire) et de la société civile (organisations de défense des droits de l'homme, les départements de l'église et les groupes communautaires) participe au transfert de connaissances pouvant permettre de gérer durablement les acquis du projet au profit des bénéficiaires.

Etant donné que le projet ait été conduit dans un esprit participatif, co-constructif et selon une approche contributionnelle des différents acteurs, même sans grandes ressources mobilisées, ces derniers peuvent pérenniser ce service et garantir la qualité recherchée.

8.6 Genre et droits de l'homme, équité



Club d'enfants du collège d'enseignement général Sinaï de l'Eglise des Assemblées de Dieu du Togo (Kara)

L'analyse documentaire du projet et les constats de terrain indiquent que le genre est pris en compte dans la stratégie de mise en œuvre du projet. En effet, dans la définition des indicateurs du projet, il ressort que le nombre de bénéficiaires hommes prévus est égal au nombre de bénéficiaires filles. Par exemple, dans la constitution des membres des clubs, il est prévu 75 filles et 75 garçons.

L'approche participative et inclusive est utilisée dans tout le processus de mise en œuvre des activités du projet. A ce propos, l'un des principes de l'implémentation du projet est la non-discrimination sans considération aucune.

9. Bonnes pratiques

B1 : la création des clubs d'enfants ainsi que la collaboration et la synergie avec les encadreurs et les séances de sensibilisation organisées par les membres des clubs induisent l'augmentation du nombre de personnes touchés par les thématiques de démocratie et de bonne gouvernance.

B2 : L'implication des autorités locales (chefferie, CVD, CDQ, CCD) est un élément ayant contribué significativement à l'atteinte d'un grand nombre de la population lors des sensibilisations. Cette stratégie a donc permis une appropriation des interventions des dynamiques locales qui sont des portes d'entrées dans les communautés-cibles.

B3 : Les renforcements de capacités reçus par les services déconcentrés de l'Etat impliqués dans ce projet ont amélioré la visibilité des actions de l'ONG ODOS.

B4 : la stratégie de coordination et de suivi-évaluation adoptée à travers les plans d'activité opérationnel a permis de prendre en compte le genre et l'équité dans la compilation des données statistiques et dans les prises de décision. La digitalisation de la collecte des données a permis de construire une base dynamique et de disposer des données fiables.

B5 : La collaboration entre ODOS, l'Etat et d'autres organisations de la société civile intervenant sur les thématiques de démocratie et de bonne gouvernance au Togo a permis une synergie d'action des acteurs impliqués pour la réalisation des activités et l'atteinte des objectifs du projet.

10. CONCLUSION

La mission de terrain effectuée par l'équipe de l'évaluation a permis de vérifier et de collecter des données à mi-parcours relatives à la réalisation effective ou non des activités planifiées du projet. La compilation des données recueillies permet d'affirmer l'effectivité des activités réalisées au niveau des différentes zones d'intervention du projet. Le nombre de personnes que les activités ont touché dépasse largement celui prévu dans le document projet.

Des résultats obtenus on peut conclure que l'efficacité du projet au niveau des résultats est déjà à mi-parcours pratiquement total : les différentes cibles du projet ont pu bénéficier d'une certaine familiarisation avec les thèmes abordés lors des séances de renforcement de capacité, d'animation de clubs, des journées de réflexion, des causeries débats et de sensibilisation.

Les séances de sensibilisation organisées lors de la mise en œuvre du projet ont permis aux communautés bénéficiaires une prise de conscience relative au respect des principes démocratiques et de bonne gouvernance.

L'équipe d'évaluation note une bonne performance de l'exécution du projet à mi-parcours. En conséquence, jusqu'à la fin de la phase 1, le nombre de personnes qui seront touchées par les activités dépasseront largement celui prévu. Ce qui montre une très bonne implication de l'équipe de l'ONG ODOS.

L'adoption de la stratégie de « faire faire » et d'accompagner les bénéficiaires dans la réalisation dudit projet est une forme d'apprentissage, de transfert de pouvoir, de maîtrise et d'appropriation des acquis pour une utilisation efficace et durable. La mission a également relevé que la mise en œuvre du projet est en train de créer de nouvelles dynamiques qui font sauter les principaux verrous psychologiques liés à la thématique de la démocratie et de la bonne gouvernance. Mais il est important de consolider ces acquis dans la suite du projet et des interventions futures avec plus d'actions de sensibilisation.

Il est noté une meilleure connaissance des principes démocratiques et de bonne gouvernance par les bénéficiaires. La pratique de ces principes démocratiques et de bonne gouvernance est en train progressivement rentrée dans les habitudes des enfants et adolescents, les enseignants, les parents, les organisations de défense des droits de l'homme, les chefs et secrétaires de chefs. Ces constats démontrent déjà les quelques changements induits par le projet chez les populations bénéficiaires.

11. RECOMMANDATIONS

Eu égard aux différents constats, la mission recommande à ODOS de

- ✓ Consolider les changements opérés avec plus de séances d'animation de clubs, de sensibilisations et de rencontres d'échange

**Pour CAERS,
Le Directeur Général**



Dr. Katamantou WOENAGNON